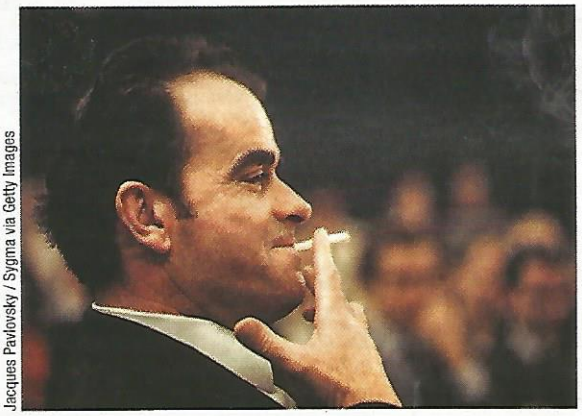
"LILIANE, FAIS LES VALISES !"

GEORGES MARCHA ET VISIONNAIRE

PAR HADRIEN MATHOUX

Faconde populaire, communisme canal historique, héritage stalinien : l'ancien secrétaire général du PCF, né il y a cent ans, le 7 juin 1920, semble incarner une ère politique enterrée. Mais certaines de ses prises de position paraîtraient presque prophétiques aujourd'hui, à l'heure où la gauche fait le compte de ses propres erreurs.



Jacques Pavlovsky / Sygma via Getty Images

HÂBLEUR CHARISMATIQUE, Georges Marchais présida pendant vingt-deux ans, de 1972 à 1994, le Parti communiste français. Son statut de "non-intellectuel" a pu conduire les apparatchiks communistes à le sous-estimer.

La phrase la plus célèbre de sa vie, Georges Marchais ne l'a jamais prononcée. Mais le fameux *« Taisez-vous, Elkabbach ! »*, dont l'humoriste Thierry Le Luron a fait son miel, est emblématique du souvenir qu'a laissé celui qui présida aux destinées du Parti communiste français de 1972 à 1994 : une formidable bête de scène télévisuelle, un hâbleur charismatique et passionné. Cependant, l'ancien secrétaire général du PCF n'était pas qu'un personnage truculent. Ouvrier devenu homme politique, il incarnait une représentation des classes laborieuses en politique aujourd'hui quasi disparue. *« Il y a toute une population, notamment dans les milieux populaires, très nostalgique de Georges Marchais,* estime Gérard Streiff, auteur d'une biographie du personnage parue en 2017. *Il parlait pour les gens, comme les gens, c'était unique, symptomatique d'une époque aujourd'hui révolue. »*

Né dans une famille modeste de La Hoguette, ce Normand fut d'abord et avant tout un ouvrier passionné de mécanique, métallo dans l'industrie aéronautique. Peu politisé avant la Seconde Guerre mondiale, il adhère au PCF par syndicalisme plus que par conviction politique. Impressionnés par son charisme dans les ateliers, les cadres vont lui faire grimper les échelons. Grâce à sa poigne et à son talent, mais aussi pour un motif moins noble : *« Marchais est le type de cadre qui intéressait Maurice Thorez* [secrétaire général du PCF de l'époque], *car il n'avait pas participé à la Résistance,* indique Guy Konopnicki, ancien militant communiste et membre de la rédaction de *Marianne. Thorez était mouillé dans le pacte germano-soviétique, et il avait déserté à Moscou. Il a donc mis les résistants à l'écart. »*

Alertes prémonitoires

Non seulement Marchais n'a pas résisté, mais son comportement pendant le conflit mondial reste la tache la plus sombre de sa carrière : l'ajusteur est en effet parti travailler en Allemagne dans les usines Messerschmitt entre décembre 1942 et mai 1944, pour y produire des avions de chasse. Marchais indiquera avoir été déporté de force, puis s'être enfui et réfugié chez lui dans le Calvados. Il a pourtant franchi le Rhin avant que le Service du travail obligatoire (STO) soit mis en place, en 1943. Quant à son bourg natal, il fut le théâtre de bombardements américains massifs à l'été 1944.

Le jeune ouvrier fait fi de ce passé alors inconnu et parvient à se hisser à la tête du Parti communiste en 1972. Il était pourtant loin d'être le favori pour succéder à Waldeck Rochet mais brillait dans les jeux d'appareil et n'hésitait pas à se mettre en avant. Autre facteur de son ascension : son statut de « non-intellectuel » a pu conduire les apparatchiks >

Daniel Simon / Gamma-Rapho via Getty Images

S, ARCHAÏQUE



POURQUOI ON EN **PARLE**

UN REGAIN POSTHUME DE POPULARITÉ

Ce dimanche 7 juin 2020 marquait le centenaire de la naissance de Georges Marchais, qui a vu le jour il y a un siècle à La Hoguette, dans le Calvados. Lorsqu'il a quitté en 1994 le secrétariat général du Parti communiste français après vingt-deux ans de domination sans partage, cet ancien mécanicien ajusteur passait pour le dernier dirigeant emblématique d'un PCF en net déclin. Mais, près de vingt-trois ans après son décès, Georges Marchais connaît une forme de regain de popularité : les mordus de politique peuvent découvrir ou redécouvrir les coups d'éclat télévisés du personnage, grâce aux archives mises en valeur par l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Surtout, alors que le PCF s'est largement embourgeoisé à tant au sein de sa base militante que dans son discours, les positions de Marchais ravivent le souvenir d'un parti ouvrier, populaire et parfois visionnaire dans sa dénonciation des conséquences de la mondialisation libérale. De quoi créer une « Marchais-mania » ? Peut-être pas, mais voilà qui incite à se replonger dans le parcours d'un personnage fort complexe. ■

LA CRAINTE DE LA GHETTOÏSATION
Dès 1981, Georges Marchais dénonce la concentration des immigrés dans les communes populaires souvent dirigées par le PCF. Ci-contre, à l'Elysée, en mars 1978.

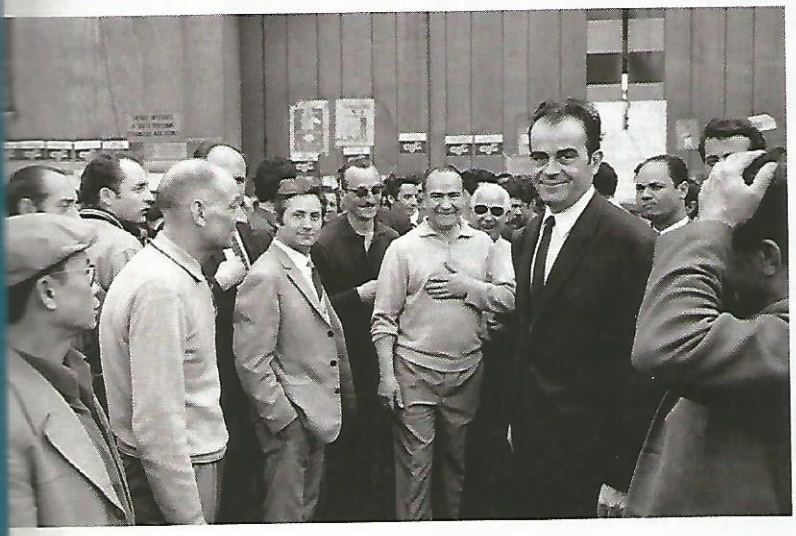
> communistes à le sous-estimer. « *Marchais avait l'image d'un ouvrier dévoué entièrement à la cause du Parti,* décrypte Thomas Hofnung, journaliste auteur de *Georges Marchais. L'inconnu du Parti communiste français. Beaucoup pensaient pouvoir le contrôler en le mettant à la tête de l'appareil.* » L'année 1972 marque pourtant le début d'un long règne à la tête du parti de la place du Colonel-Fabien.

Georges Marchais incarnait un Parti marqué au fer rouge de l'ouvriérisme, défendant bec et ongles un « *socialisme aux couleurs de la France* ». Un PCF décrit par l'avocat et ex-communiste Régis de Castelnau comme « *l'outil de l'intégration à la nation de la classe ouvrière* », dont le secrétaire général tenait à l'occasion des discours susceptibles de donner des frissons d'horreur la gauche et à l'extrême gauche de 2020 ! Il faut se souvenir du Georges Marchais dénonçant en mai 1968 une fausse révolution bourgeoise menée par l'« *anarchiste allemand* » Cohn-Bendit. Mais également de prises de position qui résonnent aujourd'hui encore puissamment : en 1977, quinze ans avant Maastricht, Marchais prévient : « *Nous voulons être maîtres chez nous. Nous ne voulons pas que la politique de la France soit faite ailleurs qu'à Paris, nous voulons l'indépendance et la souveraineté.* » En 1981, la campagne présidentielle du leader communiste se mène sous les auspices du slogan « Produisons français ». Lors de la présentation du programme, l'économiste communiste Philippe Herzog défend nettement le protectionnisme, en annonçant l'échec de Mitterrand : « *Ceux qui parlent de reconquête du marché intérieur sans prendre des mesures pour empêcher l'invasion de notre économie par des produits étrangers, eh bien ils se moquent du monde.* »

L'ouvriérisme du secrétaire général l'a même poussé à défendre des positions franchement conservatrices, comme en 1976 lorsqu'il lance un débat sur la « *dégradation morale des mœurs* » dans le contexte d'une libéralisation de l'IVG. La manœuvre constituait surtout un coup tactique, visant à faire oublier l'abandon de la dictature du prolétariat prononcé dans le même temps par Georges Marchais. « *Il a fait passer la pilule aux vieux stals du Parti en mettant ce sujet de la morale en avant* », sourit Guy Konopnicki. Reste que, en dehors des outrances et des coups de billard à trois bandes, l'enracinement national puissant du PCF de l'époque l'a fait voir juste sur de nombreux sujets. « *Le Parti avait une conscience très claire des menaces que faisaient peser sur lui mais aussi sur la société française les grandes mutations de l'époque,* témoigne Régis de Castelnau. *La désindustrialisation, le problème de la souveraineté nationale, l'immigration massive servant de constitution d'une armée de réserve au capital...* »

L'immigration, justement, est le thème central de l'« affaire du bulldozer de Vitry », qui fait scandale à la fin de l'année 1980. Une commune aisée, Saint-Maur, transfère des travailleurs maliens pour les installer dans un foyer de travailleurs de la ville voisine de Vitry-sur-Seine. La section PCF locale lance alors un raid et détruit un escalier du foyer à la pelleteuse pour empêcher les immigrés d'entrer ! Quelques semaines plus tard, le maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles, un certain Robert Hue, met en cause une famille marocaine de sa ville, accusée d'être la plaque tournante d'un trafic de drogue. Le Parti communiste fait alors face à une avalanche de critiques, lesquelles dénoncent son « *racisme* ». Le 20 février 1981, Georges Marchais, en meeting à Montigny, défend mordicus sa position, dénonce « *l'idée lamentable des travailleurs* » que véhiculent ses adversaires. Dans une lettre adressée le 6 juin 1981 au recteur de la mosquée de Paris, le secrétaire général du PCF détaille sa position : combattant « *les discriminations odieuses qui frappent les travailleurs immigrés* », il dénonce « *l'immigration massive* » comme « *une conséquence du régime capitaliste, de l'impérialisme* » permettant aux patrons de « *se procurer une main-d'œuvre d'esclaves modernes, surexploitée et sous-payée* ». Marchais exige de « *stopper l'immigration officielle et clandestine* », et concentre également sa critique sur la concentration des immigrés dans les communes populaires, souvent dirigées

"Nous voulons être maîtres chez nous. Nous ne voulons pas que la politique de la France soit faite ailleurs qu'à Paris, nous voulons l'indépendance et la souveraineté."
Georges Marchais, en 1977



AFP

SOUS SA GOUVERNANCE, le PCF fut, selon l'avocat Régis de Castelnau, "l'outil de l'intégration à la nation de la classe ouvrière". Ci-dessous, Georges Marchais, aux côtés des grévistes de Renault, en mai 1968.



AFP

par le PCF : *« Ainsi se trouvent entassés, dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficiles leurs relations avec les Français. »* Un discours qui vaut à Georges Marchais d'être cloué au pilori des « rouges-bruns » nationalistes par la gauche sans-frontiériste. Difficile, pourtant, de ne pas voir dans la crainte de la ghettoïsation des banlieues une alerte prémonitoire.

L'homme aussi du regel

Tout le paradoxe Marchais est là : parfois visionnaire, l'inamovible secrétaire général et son Parti paraissaient dans le même temps figés dans l'archaïsme. A l'égard de l'Union soviétique et des pays du bloc de l'Est, le PCF a ainsi oscillé entre vénération sans bornes et aveuglement volontaire, à l'image de la défense tristement comique d'un *« bilan globalement positif »* de l'URSS par Georges Marchais en 1979. Alors que Waldeck Rochet avait amorcé un réformisme, Marchais, après 1978, sera l'homme du regel brejnévien, bloquant les amendements critiquant les régimes communistes qui remontaient des sections, approuvant en direct depuis Moscou l'intervention soviétique en Afghanistan… Pourtant, la réalité est plus complexe : *« En 1968, Marchais voulait que le bureau politique du PCF condamne publiquement l'intervention des Russes à Prague »*, note Thomas Hofnung, qui réfute *« l'image de la marionnette de Moscou qu'on lui a attribuée »*. Le PCF fut également, au début des années 1970, le moteur du mouvement eurocommuniste, qui visait à fédérer les grands Partis communistes européens pour monter une alternative au bolchevisme soviétique.

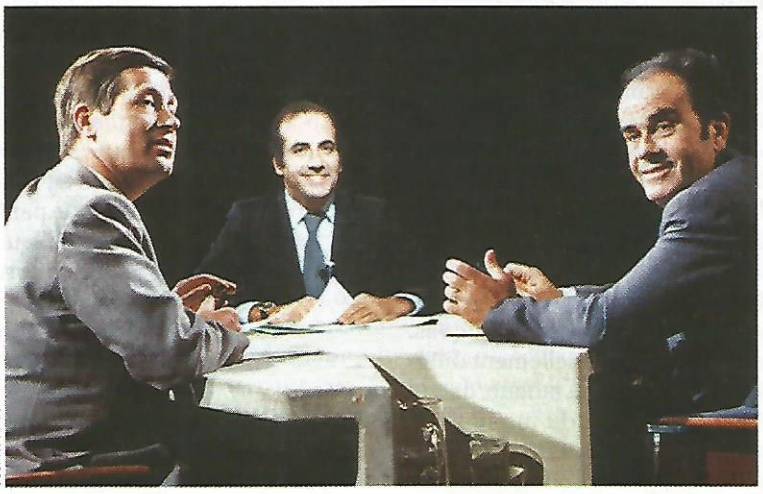
Pourquoi Georges Marchais a-t-il alors hérité d'une image de conservateur verrouillant le PCF à son avantage ? Probablement en raison de l'échec de l'union de la gauche, qui a progressivement conduit l'insubmersible secrétaire général à se muer en gestionnaire impuissant d'un communisme déclinant. La grande peur de Marchais, dans les années 1970, se matérialise : le Parti socialiste de François Mitterrand parvient peu à peu à « plumer la volaille communiste », et progresse d'élection en élection. Après la victoire du PS aux municipales et cantonales de mars 1977, Marchais provoque la rupture du programme commun à l'automne. Le piège mitterrandien s'est refermé : affaibli, Georges Marchais ne récolte que 15,5 % des voix en 1981.

Dès lors, la tâche de Marchais s'apparentera de plus en plus à celle d'un gestionnaire de syndicat d'élus. Les mutations sociales conduisent en effet à *« l'éclatement de la condition ouvrière en une multitude de profils professionnels détachés de l'ancienne identité de classe associée à l'industrie »*, comme l'écrit Julian Mischi dans *le Communisme désarmé.* La conscience de classe s'érode, la fierté ouvrière s'efface, les « couches moyennes » triomphent en prélude à la conversion du PS au libéralisme. Le PCF, lui, se replie sur un ouvriérisme prosoviétique qui, d'après Mischi, *« sert surtout à renforcer la discipline militante et le pouvoir des fidèles de Georges Marchais »*, afin de faire taire les contestations internes.

Pourtant, le PCF lui-même perd peu à peu son identité ouvrière, avant même le départ de Georges Marchais. Les années 1970 avaient déjà vu l'arrivée massive de militants issus de la fonction publique territoriale, de cadres et d'enseignants. En 1977, les ouvriers ne forment que 13 % des effectifs de la fédération PCF de Paris ! Dans ses discours, le PCF remplace progressivement les références à la classe ouvrière pour verser dans un misérabilisme qui leur préfère la défense des *« exclus »*, des *« seize millions de pauvres »*. En 1973, le PCF dépassait la barre des 21 % aux législatives. En 1993, un an avant le départ de Georges Marchais, il n'atteint pas les 10 %. Les électeurs ont fui, les adhérents aussi : de 565 000 en 1978, ils n'étaient plus que 47 000 en 2019. Quant aux ouvriers, qui formaient près de la moitié des troupes communistes jusqu'aux années 1980, ils sont aujourd'hui presque absents des instances dirigeantes du Parti. De cette organisation puissante, populaire et patriotique, il restera toutefois dans les mémoires une figure emblématique : celle de Georges Marchais. ■ H.M.

DANS LES ANNÉES 70, la grande peur de Georges Marchais se matérialise : le Parti socialiste de François Mitterrand progresse de scrutin en scrutin et affaiblit l'électorat communiste. Ci-dessus, les deux hommes, le 6 décembre 1973.

"TAISEZ-VOUS, ELKABBACH !" Georges Marchais n'a jamais prononcé cette invective, la plus célèbre de sa vie. C'est l'humoriste Thierry Le Luron qui a "honoré" ainsi cette bête de scène télévisuelle. Ci-dessous, sur le plateau de "Cartes sur table", le 23 avril 1979.


Joël Robine / AFP